

Ce sentiment d'abandon qui a fait sortir les "gilets jaunes"

Reportage Bosco d'Otreppe

Le mouvement devient compliqué. Lundi après-midi, la police a brouillé les ondes GSM pour que nous ne puissions plus communiquer sur les réseaux sociaux et envoyer des vidéos. Ce mardi matin, les initiateurs du mouvement ont dû rentrer chez eux car ils sont surveillés personnellement. Et nous, nous n'osons plus nous exprimer sur Internet. Nous sommes donc passés au bouche-à-oreille, mais cela rend la mobilisation difficile."

Aux abords du dépôt pétrolier de Feluy, non loin de l'autoroute E19, l'ambiance est celle des lendemains de veille. Simon et Esteban, qui ont enlevé leur gilet jaune "pour faire plaisir à l'agent de police", tapent des pieds pour déjouer le vent glacé qui ratisse le Hainaut. Derrière eux, des troncs d'arbres coupés à la scie pour barrer la route, ainsi que les cendres éteintes d'un brasier nocturne témoignent de leur manifestation entamée jeudi soir pour bloquer le site Total.

Ce mardi midi, sous le regard de la police, ils ne sont plus qu'une poignée. Les troubles de la nuit qui ont vu un camion-citerne partir en fumée auront eu la peau du mouvement de Feluy qui semble s'éteindre après avoir été démantelé par les forces de l'ordre. "Mais certains reviendront, assure Gennaro, manifestant issu du Front national. Et nous avons peur que cela devienne violent. Hier, les casseurs sont arrivés une fois qu'ils ont vu que la police nous avait chargés avec des autopompes. Le déclassement que nous vivons n'est pas réglé, et tant qu'il ne le sera pas, le mouvement se poursuivra."

Des inquiétudes pour la sécurité de certains sites

"Le déclassement que nous vivons n'est pas réglé. Le mouvement se poursuivra."

Gennaro
Manifestant de Feluy.

- Le mouvement des gilets jaunes se démantèle.
- Les manifestants espèrent être écoutés.
- Les partis politiques comprennent la grogne, pas les violences.

À 26 ans, Laurie, qui a passé deux nuits sur le site, ne souhaite en aucun cas que le mouvement soit rattrapé par des casseurs, des syndicats ou des partis. "Nous sommes un mouvement citoyen, et nous devons rester tels", insiste-t-elle en évoquant la présence de manifestants issus de différents milieux sociaux.

Les causes immédiates du mouvement, elle les voit dans le prix de l'essence qui augmente, dans les taxes qui suivent la même courbe "et qui sont dépensées dans des choses avec lesquelles nous ne sommes pas d'accord, tels les avions F35", et dans le pouvoir d'achat "qui ne cesse de décroître". Les causes profondes, elle les lit dans ce sentiment lancinant d'être oublié par le pouvoir politique, et de devoir payer des impôts, alors que "ce n'est pas le cas des grandes entreprises. C'est au nom de ce sentiment profond que nous avons souhaité bloquer le pays de manière pacifique en empêchant le rationnement des pompes à essence".

"On nous dit que pour être de bons citoyens, il faut acheter une nouvelle voiture qui pollue peu, ajoutent Simon et Esteban. Mais vous croyez que l'on a l'argent? Alors quand ils nous disent que nous ne pourrions même plus entrer dans Bruxelles avec nos vieilles voitures diesel, il ne faut pas s'étonner que l'on se sente exclus."

Le "tous pourris" n'est pas loin, mais le sentiment de déclassement et d'abandon ("personne ne nous représente") est réel chez ces gilets jaunes de Feluy. "Cela ne s'arrêtera pas là", promet encore Laurie qui évoque le bouche-à-oreille qui a permis la mobilisation, et "la solidarité des habitants de la région qui ont apporté pizzas et cafés pour nous aider à tenir le coup".

Ce mardi soir, à l'heure de boucler ces lignes, une vingtaine de gilets jaunes reprenaient pied à Wandre

et Sclessin. Si le mouvement aura du mal à perdurer, il inquiétait vivement les négociants en carburants et la fédération pétrolière belge. La situation se dégrade de jour en jour, constataient-ils dans un communiqué. "Les actions initialement pacifiques des mouvements 'gilets jaunes' prennent malheureusement des proportions qui ne sont plus en rapport avec leur but initial, qui affectent l'ordre public et la sécurité des installations: des sabotages de camions et des braséros allumés dans les zones qui se trouvent à proximité des dépôts en zones classées Seveso, ce qui est inacceptable."

À gauche et à droite, les partis disent comprendre mais n'approuvent pas la manière

Au niveau politique, quelle est la perception du mouvement des "gilets jaunes"? À gauche, au PS, on comprend "la colère des gens qui voient leur pouvoir d'achat diminuer", précise le porte-parole, Maxime Hardy qui condamne cependant "les violences, c'est inadmissible". Le PS conseille aux manifestants de s'engager "en politique, c'est la seule manière de faire changer les choses. Notre rôle est de porter des projets". Le PS préconise pour atténuer la colère de ces citoyens de "remettre la TVA sur l'électricité à 6% et d'adopter une fiscalité plus juste".

À la gauche du PS, au PTB, on dit être très "attentif aux revendications de ce mouvement. C'est une réalité quotidienne pour un grand nombre de personnes. Mais il n'y a pas que le carburant qui est trop cher. Les gens sont confrontés à un gouvernement qui s'attaque aux services publics et aux avantages sociaux". Le parti n'a, cependant, donné aucun mot d'ordre et condamne les violences: "Nous sommes prudents car le mouvement est composé d'éléments très divers", précise Germain Mugemangango, porte-parole du parti. Et lorsque le groupuscule d'extrême droite Nation se vante d'avoir manifesté aux côtés du PTB à Philippeville et à Couvin, le porte-parole est très clair: "il

s'agit sans doute d'une personne isolée parce que jamais le PTB n'a couvert ça."

Un tax shift implique une contrepartie

Le président du MR, Olivier Chastel, dit aussi "comprendre le message et la difficulté qu'ont certaines personnes à consacrer plus d'argent à l'énergie et aux carburants". Il dit cependant ne pas "avoir leurré les Belges". "Le tax shift implique des contreparties comme l'augmentation des accises sur l'alcool ou sur le diesel. Il faut quand même boire et conduire beaucoup pour ne pas bénéficier des effets du tax shift. J'invite les gens à comparer leur fiche de paie de janvier prochain avec celle de 2014", conclut-il.

Au PP, on se distancie aussi de cette action des "gilets jaunes" tout en disant aussi comprendre la colère qui anime les manifestants. "On ne peut que comprendre la grogne des citoyens ordinaires qui sont les cochons payeurs de l'État", disait Mischaël Modrikamen, le président du PP, jeudi dernier dans sa vidéo hebdomadaire. Mais il reconnaît avoir quelques réserves "sur les mesures de blocage". Pour lui, il est mieux de s'engager en politique "et porter au pouvoir, un parti qui répond à vos aspirations".

S.Ta.

3 QUESTIONS À

Marc Jacquemain

Professeur de sociologie à l'Université de Liège

1 En tant que sociologue, comment qualifiez-vous le mouvement des "gilets jaunes" en Wallonie. Vous semble-t-il capable de perdurer?

L'amplitude limitée du mouvement en Wallonie témoigne du fait qu'il est un suivi du mouvement français. Cela ne veut cependant pas dire que les problèmes évoqués en France n'existent pas en Belgique. Quant à son avenir, il m'apparaît comme compliqué. Le mouvement belge ne pourra en effet survivre au mouvement français s'il n'a pas de motivation autonome. Or, le problème est que les "gilets jaunes" agrègent, en dehors de tout cadre institutionnel, des gens très différents. On va vite s'apercevoir qu'il y a peu de convergences entre ces manifestants.

2 En France, on évoque la gronde d'une "France périphérique" qui, face à la "France des villes", se sent abandonnée d'un point de vue social, culturel et économique. Existe-t-il une "Wallonie périphérique" qui partage le même sentiment d'abandon?

Je ne raisonnerais pas dans ces termes-là. Historiquement, en Belgique, la pauvreté est

plutôt concentrée dans les zones urbaines et dans les banlieues ouvrières. Il existe une pauvreté dans les milieux ruraux, mais elle n'est pas équivalente à celle des milieux urbains. Il n'y a donc pas vraiment une Wallonie périphérique face à une Wallonie des villes. Les différences se structurent surtout au niveau des catégories de revenus, de la possibilité de travailler, de la qualité de l'emploi et du niveau d'éducation. C'est autour de ces enjeux-là que l'on voit se dessiner les gagnants et les perdants de la mondialisation. C'est pourquoi, à mes yeux, vouloir engager une politique écologique essentiellement à travers les coûts et le prix du carburant par exemple est une erreur fondamentale qui augmentera ces différences entre les niveaux de revenus et, par suite, le sentiment de déclassement.

3 Le mouvement des gilets jaunes se caractérise aussi par une rancœur envers les élites médiatiques et politiques. Cette rancœur existe-t-elle aussi en Belgique francophone?

Oui, même si elle s'exprime moins qu'en France à travers des mouvements xénophobes, racistes et poujadistes. On l'a vu lors des élections communales, ce rejet des élites s'est davantage exprimé dans le vote pour un mouvement égalitaire et de gauche qu'est le PTB. Mais nous ne sommes à l'abri de rien. Le ressentiment à l'égard des élites est universel dans le monde occidental, et il se manifestera d'autant plus que le coût de la vie augmentera plus rapidement au sein de certaines catégories de la population déjà précarisées.

Pénurie d'essence en Wallonie, les autorités appelées à agir

Impossible de trouver hier de l'essence et, dans une moindre mesure, du diesel dans environ un tiers des stations-service du sud du pays. Le blocage des dépôts pétroliers par les protestataires du mouvement des "gilets jaunes" a provoqué mardi une situation peu fréquente dans le pays. Au point que les négociants en carburants demandaient hier soir aux autorités "de prendre *urgemment des mesures*" pour mettre un terme à ces blocages. "Les actions affectent l'approvisionnement des citoyens et des entreprises. Elles ne peuvent entraver la vie économique et l'approvisionnement en carburants et mazout de chauffage (à l'approche de l'hiver) des citoyens", expliquaient dans un communiqué la Fédération pétrolière belge (FPB) et la Fédération belge des négociants en combustibles et carburants (BrafcO).

Liège et le Hainaut fortement touchés

Au total, quelque 400 stations-service en Wallonie ont ainsi été confrontées mardi, tout au long de la journée, à une pénurie de carburant, à la suite du blocage prolongé du site pétrochimique de Feluy et du durcissement du mouvement des gilets jaunes dans les ports pétroliers de Wandre et de Sclessin. "C'est à Liège et dans le Hainaut que les pénuries sont les plus fréquentes", précisait hier Olivier Neirynek, directeur technique de BrafcO. *Nous demandons aux autorités de prendre les mesures pour libérer ces infrastructures. Nous allons tout faire pour que la situation de pénurie ne s'aggrave pas*

dans les prochains jours mais elle risque de s'étendre à notre voisin du Luxembourg, très dépendant du port de Wandre", ajoutait-il.

Des pénuries qui rendaient donc hier dans certaines stations-service de Wallonie la recherche d'essence vaine. D'autant qu'au vu de la composition du parc automobile belge – dominé jusqu'à récemment par les immatriculations de modèles diesel –, les espaces de stockage de l'essence prévus dans les stations-service sont de plus petites capacités que ceux dévolus au diesel.

400

stations-service

Hier, un tiers du parc des stations-service wallonnes était confronté mardi à une pénurie de carburant.

Mesures d'urgence

Mais alors quid de l'évolution de la situation dans les heures, voire les jours à venir ? Si la situation venait à perdurer, la BrafcO dispose d'alternatives comme la possibilité d'escorter des camions pour le réapprovisionnement ou la libération de stocks stratégiques. "Nous avons toujours ce scénario dans notre tiroir et nous espérons ne pas devoir l'ouvrir", expliquait encore hier soir Olivier Neirynek. En attendant, le Centre de crise du ministère de l'Intérieur a indiqué mardi qu'il suivait la situation de près. "C'est toutefois aux autorités locales d'intervenir et c'est ce qu'elles font. Si besoin, elles peuvent solliciter l'appui de la police fédérale", a indiqué un porte-parole du ministre de l'Intérieur, Jan Jambon (N-VA). En cas de déblocage des infrastructures, la situation pourrait revenir à la normale en un ou deux jours, dit-on encore chez BrafcO.

V.S. (avec Belga)